LE PRISME

REVUE STRATÉGIQUE DU PARTI

NUMÉRO 4

L'État sous emprise

Le pays dans le noir, les contrats dans l'ombre, les frontières sans gardiens



- **4 %** de notre potentiel hydraulique exploité
- **2,7 milliards** pour défendre le territoire, 347 pour « piloter »
- **0** alerte sur le fleuve quand les tirs ont éclaté

PARUTION TOUS LES SAMEDIS · ÉDITION DU 17 OCTOBRE 2026

Parti Républicain pour l'Innovation Sociale et la Modernisation de l'État

revue-strategique@prisme-cg.org

ÉDITORIAL · ÉNERGIE

Un pays riche, une nation dans le noir

Le Congo a des fleuves, du gaz, du pétrole. Il a 678 MW. Et pendant que le courant manque, les frontières se vident et l'argent public circule hors de tout regard. **Deux piliers de la souveraineté, une même dérive.**

> Nous n'accusons personne sans preuve : nous posons les questions que le pouvoir évite et nous exigeons des réponses. Toutes les personnes citées bénéficient de la présomption d'innocence.

678 MW
sur le réseau national en 2021

≈ 4 %
du potentiel hydro exploité (3 942 MW)

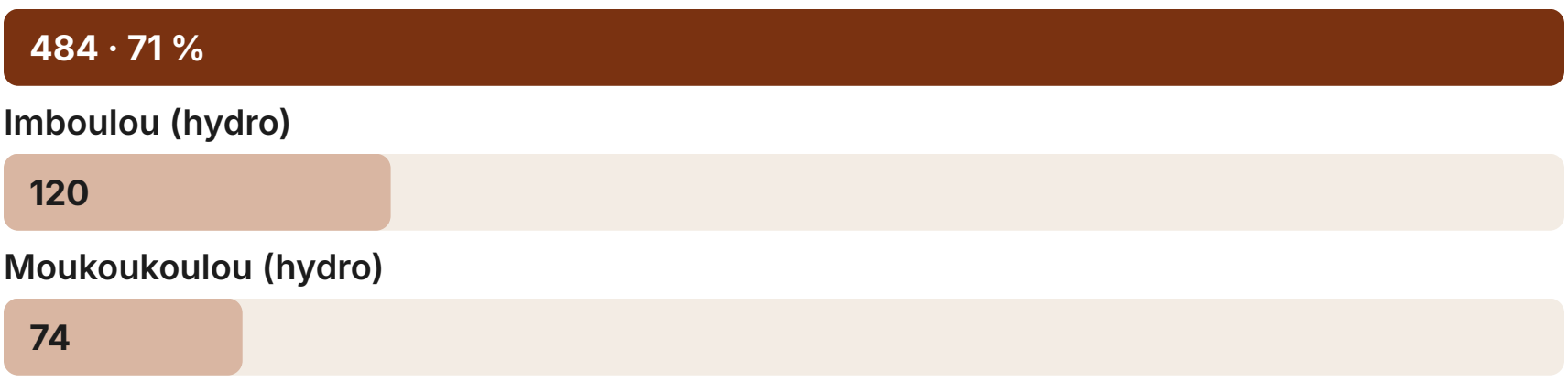
1,49 Md $
récupérés par Eni en pétrole de la part de l'État

7,4 %
exécution de la « défense du territoire » 2025

0
système d'alerte anti-incursion documenté

1er janv. 2027
fin des visas pour tous les Africains

Un pays qui tient sur une seule jambe (MW, 2021)



La CEC, exploitée avec Eni, fournit plus de 70 % de l'électricité. Imboulou : deux révisions générales non réalisées. 110 milliards FCFA requis pour le réseau de transport.

Sources : Plan d'urgence 2021 (ministère de l'Énergie) ; PWYP Congo (ITIE 2017) ; Eni (2025) ; Rapport d'exécution du budget 2025 ; AllAfrica (26/05/2026).

COÛT-BÉNÉFICE · FONDS

Le kWh à gaz : payé en barils, prix inconnu

Chaque mois, **171 000 barils** du pétrole de l'État partent rembourser une centrale. 1,49 Md $ déjà récupérés sur 1,57 Md $. Et le prix du kWh ? Personne ne le dit.

Coût moyen mondial du kWh en 2023 (USD/kWh, IRENA)



Coût complet du kWh à gaz congolais : aucun tarif d'achat ni coût de la turbine publié. Risque de concentration : une panne de la CEC prive le pays de 70 % de son électricité.

FONDS, ENI, PLAN MATTEI : LES QUESTIONS QUI DÉRANGENT

1. Quels montants du FDSEL et lesquelles lignes du ministère de l'Énergie ont été alloués et exécutés chaque année depuis 2025 ?
2. Qui sont les bénéficiaires effectifs des marchés ? Quelle part pour les intérêts privés, dont ceux des acteurs listés en page 4 ?
3. Comment le Plan Mattei (Italie) et l'accord avec Eni s'articulent-ils avec l'intérêt du pays ?
4. Pourquoi la desserte se dégrade-t-elle malgré ces engagements ?

> Nous n'accusons pas : nous exigeons une enquête indépendante. Les allégations de détournement ne sont pas vérifiées en source ouverte ; la présomption d'innocence vaut pour tous.

Sources : PWYP Congo, note de position sur la CEC (ITIE 2017) ; IRENA, Renewable Power Generation Costs in 2023 ; Eni ; Agenzia Italiana per la Cooperazione.

PRIVATISATION · BÉNÉFICIAIRES

Qui a profité de la manne ?

Senelec : un contrat de 10 ans signé, un syndicat dans la rue, une suspension le 12 juin 2025 (48 mesures) et toujours aucun dossier public. Ni la nationalité de l'opérateur ni la pression syndicale ne tiennent lieu de transparence.

Les noms, tirés des documents publics

E2C (statuts 2018)	Capital 100 M FCFA. Comparants : l'État, représenté par **Gilbert Ondongo** (ministre), puis **V. R. Bemba, J.-J. Ikama, G. Andoka, M. E. Koumba, Z. Mokemo, Y. L. Nkodia**. Répartition des actions non publiée.
Djéno (décret 2021-450)	Concession de 30 ans à **AKSA Energy Company Congo** (50 MW, à porter à 100 MW). Associé unique non identifié.
Ligne Brazzaville–Pointe-Noire	**ETDE** (Bouygues, 72 % du consortium) : contrat de 250 M€ en 2008, maître d'ouvrage Eni pour l'État.
SAPRO / ENERGAZ (P. Obambi, PDG)	ENERGAZ, société de production du groupe SAPRO, candidate en 2021 à l'exploitation de Liouesso (19,8 MW). Résultat, contrat et rôle exact de M. Obambi : non publiés.
ENCO ; Sté congolaise de prod. d'électricité	Aucun statut, contrat ni actionnaire public trouvé : à inscrire à l'enquête.

Précision de méthode : M. Ondongo signe comme représentant de l'État. Une tribune de 2018 le dit actionnaire personnel, sans preuve : non établi. Aucun document n'établit d'irrégularité ; tous, Paul Obambi comme les autres, bénéficient de la présomption d'innocence.

NOUS EXIGEONS

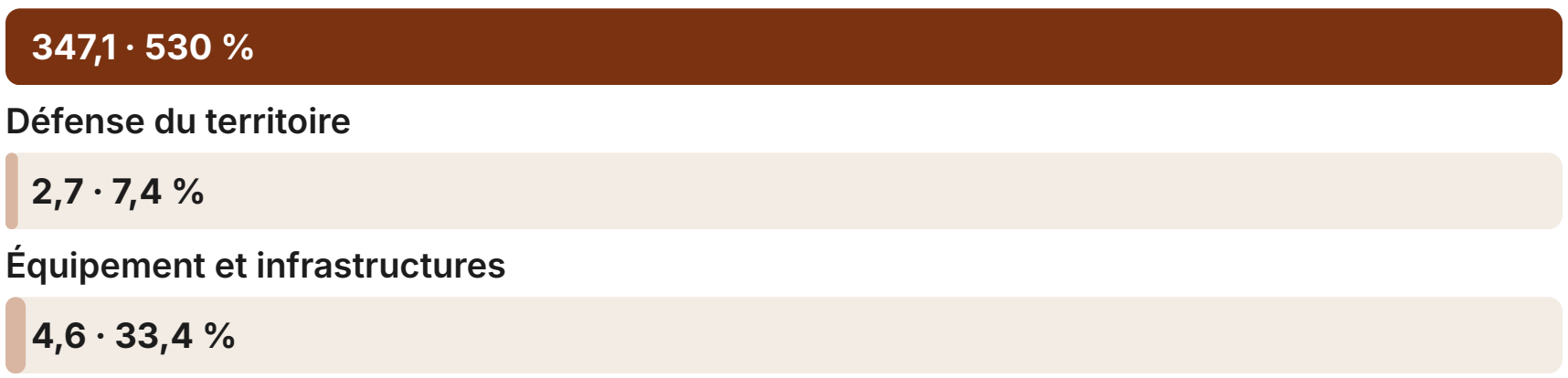
1. Registre public des actionnaires et bénéficiaires effectifs de tout concessionnaire et prestataire, avec les montants perçus.
2. Enquête de la Cour des comptes sur le transfert de la SNE et chaque concession ; conflits d'intérêts déclarés.
3. Analyse coût-bénéfice publique et agence indépendante d'évaluation des projets.

Sources : statuts E2C ; décret 2021-450 ; Bouygues ; Seneplus ; Interholco ; Congo-Liberty (non vérifié).

DÉFENSE · FRONTIÈRE

347 Md pour piloter, 2,7 pour défendre

Dépenses exécutées par programme, 2025 (Md FCFA)



76 F

de pilotage pour 1 franc d'équipement des forces

7,4 %

seulement pour la défense du territoire. Le « pilotage » n'est pas détaillé : audit de la Cour des comptes demandé.

Makotipoko, 25–27 août 2026 : des tirs sur le fleuve, aucune alerte

Faits rapportés	Tirs sur le fleuve entre Makotipoko et Yumbi ; patrouille mixte congolaise face aux FARDC.
Bilan non officiel	Un adolescent tué ; deux militaires congolais capturés ; trois portés disparus.
Réactions	La RDC parle d'incident « regrettable » ; circonstances contestées.

CE QUE LE PRISME DEMANDE

Une commission mixte d'enquête Congo-RDC avec un tiers (CEEAC, Union africaine) ; le retour des deux militaires capturés et la recherche des trois disparus ; le recensement des incidents fluviaux et un accord sur le tracé.

Sources : Rapport d'exécution du budget au 31 décembre 2025 (voir Prisme N° 2) ; RFI/AllAfrica (28/08/2026) ; Mediacongo.

FRONTIÈRES · SÉCURITÉ · PAIX

Ouvrir les frontières, oui. Les laisser sans gardiens, non.

1er janvier 2027 : fin des visas pour les Africains

Annoncée le 25 mai 2026, sans aucune mesure de sécurité mentionnée. Nous ouvrons les frontières, c'est légitime, mais sans système organisé : aéroports, contrôles terrestres et fluviaux, réciprocité, suivi.

Flux de la RDC : organiser, pas fermer. Registre, sites d'accueil, plan d'intégration locale avec le HCR, notre réflexion se fait sans xénophobie.

Plan Îles du fleuve : inventaire, valorisation (écotourisme, pêche, maraîchage), présence de l'État (poste, alerte), concessions encadrées.

Sous-équipement : marine, gendarmerie territoriale et police ; défense du territoire exécutée à 7,4 %, équipement à 33,4 %. Aucun système d'alerte documenté.

Africa Corps : présence signalée à Ignié (déc. 2024), formation d'agents de la DGSP (août 2026). Aucune ligne budgétaire identifiée.

Généraux : état-major pléthorique pesant sur la masse salariale. Nous demandons l'effectif par arme et par année de nomination.

Priorités inversées : on surveille davantage les citoyens que les frontières.

POOL : TANT QUE LES MILICES GARDENT LEURS ARMES, LA PAIX N'EST QU'UN SLOGAN

La paix ne sera consolidée que par le désarmement **intégral et effectif des milices ninja** du pasteur Ntumi, qui garde une enclave et une force parallèle. Bilan public des accords de 2003 et 2017, recensement des armes et réinsertion sous vérification indépendante, retour de l'État sur tout le département.

Sources : Afrik.com ; AllAfrica (26/05/2026) ; Human Rights Watch ; ONU Peacemaker (17/03/2003) ; ONU (27/12/2017) ; presse internationale (Africa Corps). Analyse du Prisme.

NOS PISTES

Notre contre-projet : produire, contrôler, rendre des comptes

1. Production

Gaz, solaire (Copasol), hydro, biomasse, éolien, osmotique.

2. Transport

Réseau haute tension, postes, maintenance préventive.

3. Distribution

Micro-grid, smart grid interconnecté, comptage.

SOLAIRE : PRODUIRE CHEZ NOUS, PAS IMPORTER NOTRE DÉPENDANCE

Kintélé (12 MW) et Brazza Mall (1,5 MW), présentés comme « méga-centrales » le 4 sept. 2026 : 13,5 MW, ≈ 2 % du réseau. Ni constructeur, ni coût, ni financement, ni origine des équipements publiés. Nous craignons des centrales clé en main importées, hors Copasol, qui creusent le déficit commercial sans transfert de compétences. Nous exigeons : liste publique des centrales, contenu local (modules Copasol), formation de techniciens congolais, bilan sur la balance commerciale et la dette.

Redevabilité des chantiers : J.-J. Bouya supervise les grands chantiers (Ewo, Mossaka). Nous demandons un audit des marchés supervisés depuis 2016, la publication des contrats, avenants et coûts finaux, et son audition au Parlement. Aucune accusation : la redevabilité n'en est pas une.

Objectif 2035 : 7 500 à 10 000 MW, soit ×11 à ×15 les 678 MW de 2021

Sounda	**600–800 MW**	≈ 9,4 Md $; achèvement visé en 2030
Chollet	**≈ 600 MW**	Projet binational
Kitéké	**≈ 510 MW**	Études 28/01/2026 ; travaux été 2027
Kouembali	**≈ 150 MW**	Études de faisabilité
Ignié	**65 MW**	Solaire 55 + biomasse 10
Makoua	**à dimensionner**	Solaire + BESS (proposition du Prisme)

Industrialisation, électrification du rail, sidérurgie. Makoua : solaire + BESS à étudier (aucun projet public trouvé).

Sources : Le Journal du Congo (05/09/2026) ; Congo Durable ; AllAfrica (29/01/2026, 02/09/2025) ; Africanews (18/01/2020) ; Renewable Energy World ; Pacte national énergétique.

LE PRISME

NUMÉRO 4 · 8/8

De l'ombre à la lumière

Une énergie transparente, un fleuve surveillé, une paix consolidée.



DÉFENSE, FRONTIÈRES, PAIX : NEUF MESURES

Auditer le « pilotage » · publier les effectifs de généraux · équiper police et forces de proximité · ouvrir les frontières avec méthode (e-visa, biométrie) · politique migratoire avec le HCR · surveillance fluviale · loi de programmation marine et gendarmerie · Plan Îles · désarmement intégral des milices ninja.

SNPC : bâtir des écoles ne dispense pas de fournir le carburant

Selon la SNPC, 6 complexes scolaires depuis 2023 (plus de 30 000 élèves, plus de 14,3 Md FCFA), dont Angola Libre (Makélékélé, 10 000 à 12 000 élèves) et L'Amitié (Bacongo, 6 000), inaugurés en présence du chef de l'État. Réalisations utiles, mais financées hors budget, par une société dont la mission première, la fourniture de produits pétroliers, est défaillante et dont les comptes restent opaques (dette cachée de 2,7 à 3,3 Md $ selon Global Witness, 2020).

Quel modèle économique pour des complexes de 10 000 élèves : coût total non publié, maintenance assurée 18 mois par la SNPC, puis ? Entre populisme et aveu d'échec, des écoles en paille subsistent dans l'arrière-pays.

Nous demandons : comptes audités de la SNPC ; retour à sa mission ; dépenses d'éducation dans le budget voté ; carte scolaire publique et plan « zéro école en paille ».

Sources : AllAfrica, Agence Ecofin, Congo-B (SNPC, communiqués non vérifiés) ; Global Witness (2020) ; UNESCO ; ministères ; Eni ; IRENA ; PWYP. Les allégations visant des personnes nommées appellent une enquête indépendante.

Lisez. Partagez. Exigez. Rendez-vous samedi : n° 5

J. Mauryn NDOKAYO ONDZE · Fondateur du Prisme

Parti Républicain pour l'Innovation Sociale et la Modernisation de l'État · revue-strategique@prisme-cg.org